



HAL
open science

Amérique latine en 2023 : gouvernants à la peine et victoire de candidats de rupture, sur fond de violence et de saignée migratoire

David Recondo

► To cite this version:

David Recondo. Amérique latine en 2023 : gouvernants à la peine et victoire de candidats de rupture, sur fond de violence et de saignée migratoire. 2024. hal-04503550

HAL Id: hal-04503550

<https://sciencespo.hal.science/hal-04503550>

Submitted on 13 Mar 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

AMÉRIQUE LATINE EN 2023 : GOUVERNANTS À LA PEINE ET VICTOIRE DE CANDIDATS DE RUPTURE, SUR FOND DE VIOLENCE ET DE SAIGNÉE MIGRATOIRE

Entretien avec David Recondo (Sciences Po, Centre de recherches internationales (CERI), CNRS, Paris, France), par Corinne Deloy

In : *Les Entretiens du CERI*, 02 février 2024

URL : <https://www.sciencespo.fr/cei/fr/content/gouvernants-la-peine-victoire-de-candidats-de-rupture-et-forte-poussee-de-l-emigration-l-ame.html>

De nombreuses manifestations ont été organisées tout au long de l'année passée en Amérique latine contre les pouvoirs en place. Qu'avaient ces mécontentements en commun et que nous disent-ils de l'état de la scène politique dans les différents Etats où ils ont eu lieu ?

David Recondo : Il existe des différences mais aussi un certain nombre de points communs à ces pays, par exemple les inégalités socio-économiques des sociétés. Je préfère parler d'inégalités plutôt que de pauvreté. Il s'agit de secteurs économiques qui jusque-là allaient plutôt bien et qui se retrouvent dans une situation difficile, avec des perspectives sombres. Certaines régions ont également été marginalisées depuis des années. Je citerai par exemple le sud du Pérou, qui a été le lieu de nombreuses mobilisations.

Nous avons aussi des manifestations contre la corruption des gouvernants. Un fort mécontentement s'exprime contre les élites gouvernantes, contre les classes dirigeantes considérées comme étant corrompues et inefficaces.

Enfin, les populations des pays d'Amérique latine se mobilisent également pour protester contre l'insécurité. L'augmentation du niveau d'insécurité (de la criminalité, de la présence de bandes organisées et

des mafias, du trafic de drogue, etc.) se retrouve dans tous les pays d'Amérique latine, à des degrés variés mais néanmoins partout très élevés.

Des mobilisations plus ponctuelles ont eu lieu autour de la question des élections, du respect du résultat des urnes ou encore des droits fondamentaux. On l'a observé notamment au Guatemala, où il y a eu d'importantes mobilisations lorsque l'élection de Bernardo Arévalo à la présidentielle a été remise en cause par le ministère public et la procureure générale. Les organisations indigènes et les habitants des villes du pays se sont mobilisés contre cette décision.

Le Salvador mais aussi le Paraguay, le Honduras et récemment l'Équateur ont mis en place des politiques sécuritaires, parfois aux dépens de la démocratie et des droits humains. Cela peut paraître effrayant mais certains signaux permettent de garder espoir.

La demande d'autorité, voire d'autoritarisme, que recensent les enquêtes d'opinion est inquiétante. A la question quel est pour vous le meilleur régime politique ? Quel régime peut apporter les meilleures réponses aux problèmes de la société?, on constate que la démocratie est en perte de vitesse, notamment sur les questions de sécurité. Cependant, dans le même temps, les taux de participation aux élections restent très élevés partout en Amérique latine, ils progressent même dans certains pays. Par ailleurs, comme nous l'avons évoqué, les populations se mobilisent contre leurs gouvernants lorsqu'ils considèrent que ceux-ci ne respectent pas leurs droits ou qu'ils sont inefficaces.

Nayib Bukele, le président du Salvador, est devenu une référence pour certains chefs d'État et pour l'opinion publique. Il est l'homme qui a réussi à réduire significativement l'influence des bandes organisées, des gangs. Même si cela se fait au détriment des droits fondamentaux, de nombreuses personnes approuvent son autoritarisme.

Nous sommes dans cette tension permanente : à quoi sert la démocratie si elle n'est pas capable d'assurer le minimum vital, c'est-à-dire la sécurité de la population contre les gangs mais aussi la sécurité alimentaire, la sécurité de l'emploi, la sécurité sociale ? L'Amérique

latine se trouve peut-être à un carrefour. Le sous-continent a connu une grande période de stabilité, sans interruption de l'ordre constitutionnel, ce qui est exceptionnel. La plupart des pays d'Amérique latine sont passés à la démocratie à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Pour d'autres, comme le Mexique, les choses ont été plus progressives, mais ça s'est joué au cours des années 1990. Aujourd'hui, nous pouvons craindre un retour au régime autoritaire. Cependant, je pense que les démocraties, en Amérique latine, font face aux mêmes questionnements qu'ailleurs, y compris en Europe.

Les pouvoirs sortants ont été sanctionnés dans la grande majorité des scrutins organisés en 2023 (Argentine, Colombie, Guatemala, etc.). Ceux-ci ont également été remportés par des personnalités nouvelles venues en politique (Javier Milei en Argentine, Bernardo Arévalo au Guatemala, Daniel Noboa en Equateur). Que faut-il en penser ?

David Recondo : Les outsiders existaient déjà au début des années 1990. Au Brésil, en Argentine et au Pérou, notamment, des présidents aux discours populistes mettaient en oeuvre, des politiques néolibérales. Face à l'hyperinflation, il était nécessaire de réaliser des ajustements structurels, il fallait s'aligner sur les recommandations de Washington, du FMI, de la Banque mondiale. La situation économique actuelle n'est pas si éloignée de celle de cette époque.

Dans les années 1980, nous avons des hommes politiques, et je pense à Fujimori au Pérou, qui ne faisaient pas partie de la classe politique et qui se sont imposés sur le discours suivant : nous sommes différents et nous allons mettre en place des solutions que les autres n'ont pas osé essayer ou n'ont pas su trouver.

Il faut relativiser la nouveauté de l'outsider. Celui-ci se positionne ainsi : je n'appartiens pas à la classe politique qui vous dirige depuis des années, je n'ai aucune responsabilité dans ce qu'il s'est passé, ce qui me donne une plus-value de légitimité. Cette position est, finalement, devenue traditionnelle dans la vie politique démocratique latino-américaine.

Les outsiders peuvent néanmoins avoir des profils différents de ceux du passé. Ainsi, Javier Milei en Argentine se définit comme "anarcho-

capitaliste” et il possède un style assez nouveau, et une façon histrionique de se présenter au public, de déclamer ses discours, de se comporter. Il reprend toutefois un peu de ce qui avait été proposé, dans les années 1990, par Carlos Menem, c’est-à-dire réduire les dépenses publiques au maximum, démanteler l’État protecteur. Il ne jure que par le libre-échange.

En Équateur, Daniel Noboa porte un nom connu dans le pays, il est le fils d’un chef d’entreprise qui a été lui-même trois fois consécutives candidat à l’élection présidentielle. Il est lui aussi un chef d’entreprise multimillionnaire. « Je ne suis pas un politicien, je suis un chef d’entreprise, et donc je sais ce qui fonctionne et je saurai donc comment faire fructifier l’économie du pays » dit-il aux électeurs.

Au Guatemala, il faut aussi relativiser la nouveauté parce que Bernardo Arévalo est le fils d’un ancien président qui a dirigé le pays de 1945 à 1951. Son père Juan José Arévalo a mis en place des réformes qui ont bénéficié aux plus défavorisés : un début de réforme agraire et un certain nombre de politiques sociales qui ont tout de suite été stoppées par par l’oligarchie la plus conservatrice et par les Etats-Unis qui sont intervenus au Guatemala au début des années 1950, pour mettre un terme à cette tentative de démocratiser le Guatemala.

Les outsiders de l’année 2023 ne sont pas tous de droite. Nous avons une vision ultra-libérale de Milei, en raison d’un certain nombre de ses positions, y compris sur le passé dictatorial de l’Argentine. Il est en effet très à droite sur le plan des valeurs. En Équateur, le président est surtout un libéral tandis qu’au Guatemala, il est plutôt social-démocrate. Ce qu’ont en commun en revanche ces trois-là, c’est qu’ils sont minoritaires face à leur Parlement.

Comment gouverner sans majorité parlementaire et avec en outre, comme vous le dites, des administrations conservatrices, ce qui est par exemple le cas au Brésil mais aussi en Colombie ?

David Recondo : Cette question est véritablement l’enjeu de 2024 et des années à venir. Ces gouvernements ont des majorités très faibles, ils doivent composer avec l’opposition pour faire aboutir leurs projets de réforme. De nouveau, nous pouvons regarder les choses de deux

façons. Une telle situation montre la vitalité de la délibération démocratique. En effet, la politique gouvernementale est décidée par les parlements, ce qui est une bonne nouvelle lorsqu'on se plaint du présidentielisme, de la concentration du pouvoir dans les mains d'un seul homme et de la personnalisation du pouvoir. Dans le même temps cependant, nous sommes face à des tiraillements, des difficultés à arriver à une majorité, à parvenir à des accords avec le risque d'une logique de blocage permanent.

Il est néanmoins possible que, notamment si les mobilisations continuent, la classe politique se dise « nous avons intérêt à ne pas avoir l'air d'être dans le sabotage permanent » et qu'elle cherche à trouver des équilibres et des accords sur un certain nombre d'enjeux fondamentaux pour la société mais aussi les questions des finances publiques.

Lula lui-même est confronté à cette absence de majorité qui rend les choses très difficiles et qui oblige à des négociations permanentes, usantes et laborieuses alors que les populations attendent des résultats rapides. La démocratie, système où il faut du temps pour prendre des décisions, in fine s'avère souvent imparfaite, insatisfaisante.

Quel bilan faites-vous des deux années du retour de Lula au pouvoir au Brésil ? Au plan national et comme représentant, voire leader, du Sud global ?

David Recondo : Lula est effectivement une figure mondiale, un leader mondial. Le président brésilien est parvenu à signer des accords avec les peuples autochtones d'Amazonie, il défend des positions très intéressantes sur l'environnement mais aussi dans le conflit Israël-Hamas. Il a fait partie avec d'autres en Amérique latine de ceux qui ont appelé à un cessez-le-feu immédiat. Dans la mesure où la politique intérieure est un terrain difficile et sur lequel il dispose de marges de manœuvre très étroites, pour les raisons que j'ai évoquées juste auparavant (absence de majorité au parlement), la scène internationale, au contraire, est un espace où Lula peut davantage s'affirmer, la politique étrangère étant de fait son domaine réservé. C'est en effet sur

ce terrain qu'il va essayer de marquer un peu la politique de son sceau personnel.

Pour l'instant, nous sommes beaucoup dans la déclaration, la rhétorique, le symbolique, mais il existe un certain nombre d'enjeux pour lesquels Lula pourrait effectivement défendre des positions d'avant-garde alors que les dirigeants des autres pays d'Amérique latine peuvent se montrer plus timorés, parce qu'ils sont pris dans leurs affaires intérieures.

L'Amérique latine est une région très divisée. L'union latino-américaine, la convergence des Etats autour de grands projets d'intégration, tout cela est en stand-by depuis un moment. Les différences idéologiques sont importantes entre les différents présidents et chefs de gouvernement, les liens avec les Etats-Unis ou l'Amérique du Nord sont également très différents selon les pays.

Le Brésil, c'est le grand pays qui peut faire la différence sur la scène internationale et qui peut défendre des valeurs importantes. Ainsi, les valeurs environnementales, l'enjeu amazonien constituent des éléments sur lesquels Lula se positionne alors qu'il ne l'avait pas fait dans ses mandats précédents. Donc oui, Lula assure le leadership de l'Amérique latine et plus largement, est un dirigeant les plus importants du "Sud global". Néanmoins, sur un certain nombre d'enjeux, il n'est pas en rupture non plus avec ce qui se passe ailleurs dans le monde. Le président brésilien défend les intérêts du Brésil et par conséquent les intérêts d'entreprises qui n'ont rien contre la globalisation néolibérale.

Il semblerait que des millions de citoyens ont également voté avec leurs pieds puisque qu'un nombre record de personnes ont, en 2023, quitté leur pays pour s'installer dans un autre, en Amérique latine ou aux Etats-Unis.

David Recondo : S'il fallait retenir quelque chose de l'année 2023, ce serait en effet ces caravanes de personnes qui se sont déplacé à travers l'Amérique latine, qui ont quitté leur pays pour en rejoindre un autre.

Entre la Colombie et le Panama, donc entre l'Amérique du Sud et l'Amérique centrale, le bouchon du Darien est un endroit très difficile à

traverser, c'est une jungle. Selon les chiffres, un demi-million de personnes ont traversé ce bouchon en 2023. Un million d'autres sont passées du Guatemala au Mexique. Ces chiffres sont inédits, ils représentent le double de ceux enregistrés l'année précédente.

Beaucoup de sudaméricains souhaitent migrer vers le Mexique et vers les Etats-Unis. Le Mexique est pour eux l'antichambre des Etats-Unis, ils ne désirent pas y rester. Par ailleurs, de nombreuses personnes des Caraïbes convergent également vers le nord de l'Amérique du Sud vers l'Amérique centrale et se retrouvent à la frontière sud du Mexique.

On trouve aussi de larges populations venant d'Afrique subsaharienne, notamment d'Afrique de l'Ouest, à Tijuana, à la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis. Ces personnes font tout un circuit et effectuent des traversées périlleuses de l'Afrique vers les Caraïbes et des Caraïbes vers l'Amérique centrale. La situation est identique à celle que l'on trouve en Méditerranée, où des millions d'Africains risquent leur vie pour atteindre l'Europe. La situation est celle d'une crise humanitaire sans précédent..

Le Venezuela et l'Équateur sont les pays qui comptent le plus grand nombre d'émigrants en raison de la situation socioéconomique catastrophique de ces pays. Les mouvements migratoires révèlent également les difficultés que connaissent les voisins du Venezuela et de l'Équateur. En effet, auparavant, les personnes qui quittaient ces pays s'établissaient au Brésil, en Colombie, au Pérou, au Chili ou encore en Argentine.

Le Mexique est à peu près stable, mais la situation est très difficile sur le plan de la sécurité. Les cartels ont pris le pouvoir, ils sont le pouvoir dans certaines régions du Mexique. D'ailleurs, ces cartels font de plus en plus commerce de la traite des migrants. Les mafias pratiquent le racket et l'enlèvement des migrants, qui ne sont pas les plus pauvres d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale. Pour pouvoir effectuer le voyage vers les Etats-Unis, ils ont dû économiser et ils disposent d'un petit capital qui leur permet de payer les passeurs, de se nourrir, etc. Ils sont donc souvent rackets, enlevés, kidnappés, et leurs familles doivent payer des rançons pour qu'ils retrouvent la liberté.

Le Mexique qui devrait bientôt être dirigée par une femme...

Oui, en effet, c'est important pour le Mexique qui n'a jamais été le pays le plus à l'avant-garde pour la question des droits des femmes, et c'est un euphémisme. Il y a eu, il faut le rappeler, des politiques très courageuses et très déterminées de mise en place de la parité en matière de représentation parlementaire il y a une dizaine d'années qui ont permis des progrès significatifs. En 2014, des quotas de femmes ont été rendus obligatoires à toutes les élections, municipales comme fédérales. De nombreuses femmes sont entrées en politique de cette façon dans les municipalités, les gouvernorats, etc. Nous sommes aujourd'hui à l'aboutissement de ce processus institutionnel.

En revanche, sur le plan sociétal, les violences faites aux femmes restent à des niveaux impressionnants. L'arrivée d'une femme à la présidence de la République est symboliquement important. Cela tire vers le haut ce processus déjà bien engagé de participation des femmes en politique, mais il faudra attendre un bon moment pour que cela infuse dans le reste de la société et que les rapports hommes-femmes deviennent un peu plus équitables.

Pour l'heure, Claudia Sheinbaum, qui est la candidate de la formation au pouvoir, le Mouvement de régénération nationale (Morena) créé par le président Andrés Manuel López Obrador, est la favorite du scrutin. Elle a été placée là par le chef de l'Etat, elle devra donc s'affranchir de ce soutien, du "parrain" qu'est López Obrador, qui a, sur certains sujets sociétaux (comme la légalisation de l'avortement), des positions très conservatrices.

Sa principale adversaire Xochitl Gálvez, qui appartient au Parti d'action nationale (PAN), positionné à droite, revendique quant à elle son origine très modeste. Elle est issue d'une famille autochtone, pauvre, et c'est une *self-made woman* qui a commencé par vendre des confiseries dans la rue avant de créer sa petite entreprise puis plusieurs entreprises et d'entrer en politique assez tardivement.

Elle est soutenue par une coalition très hétérogène, qui rassemble à la fois d'anciens éléments du Parti de la révolution démocratique (PRD), et

surtout de l'ancienne formation hégémonique du Mexique, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), et enfin de son propre parti.

Xochitl Galvez affirme qu'elle continuera à soutenir les programmes sociaux mis en place par le gouvernement de López Obrador en faveur des plus démunis, des retraités ou des personnes âgées qui ne bénéficient pas de la sécurité sociale. Sa campagne est centrée sur la lutte contre la corruption, un sujet cher au cœur des Mexicains.

En dépit de la tenue en juillet 2023 d'un sommet entre l'Amérique latine et l'Union européenne, l'Europe semble être encore un acteur timide en Amérique latine. Comment analysez-vous ce fait ?

David Recondo : Le processus semble à l'arrêt, un peu à l'image de l'intégration ou de l'union latino-américaine. Les Latino-américains sont tournés vers l'Asie ou l'Amérique du nord. Les grands pays comme le Brésil, qui est membre des BRICS, peuvent avoir intérêt à entretenir leurs liens avec l'Asie ou d'autres régions plutôt qu'avec l'Europe qui n'a jamais été très présente en Amérique latine. Depuis toujours, beaucoup de personnes pensent que l'Amérique latine est l'arrière-cour des États-Unis. Jusqu'à l'époque du Covid, en 2020, la France investissait au Mexique, au Brésil aussi. Aujourd'hui, nous sommes dans une sorte d'attentisme.

Les Etats européens sont désunis au sujet de l'Amérique latine. L'Espagne investit beaucoup et elle tient à son lien privilégié avec cette partie du monde. Les autres pays voient moins l'intérêt de réels investissements, ils n'ont pas de stratégie. L'Amérique latine est vue par les Européens comme un terrain difficile, peu sûr et les pays européens craignent pour leurs investissements. L'Asie est moins frileuse sur ce plan.

Pour l'heure, nous sommes en ce qui concerne les relations entre l'Europe et l'Amérique latine dans des déclarations de bon ton sur la défense des droits de l'homme, la sécurité, mais rien de concret. Ceci dit, au-delà des sommets, dans un monde de libre-échange, il faut regarder du côté des entreprises, qui, je pense, sont vraiment effrayées par la force du crime organisé, la criminalité, etc. Les calculs de risques sont malheureusement défavorables au marché latino-américain.

La position plutôt pro-russe de l'Amérique latine, même s'il s'agit davantage d'une position rhétorique qui n'a pas été suivie d'actes, n'aide pas non plus au développement des échanges et rend difficile les relations avec les pays d'Europe centrale et orientale mais aussi avec la France et l'Allemagne.

Les choses pourraient changer dans les années à venir, se recomposer. La distance rend les hydrocarbures latinoaméricains peu intéressants pour l'Europe. En revanche, l'Amérique latine est riche en minerais (cuivre, lithium), la production céréalière y est également très importante, et intéresse l'Europe dont l'Ukraine, en guerre avec la Russie, est le principal fournisseur.

Vous prenez la succession d'Olivier Dabène, qui a coordonné le LAPO durant quinze ans. Envisagez-vous quelques changements dans la publication ?

Le LAPO sera collectif, comme il l'a été depuis sa création. Nous sommes une équipe ; nous allons donc décider tous ensemble des éventuels changements à venir. Olivier Dabène a travaillé, dès le début, en étroite collaboration avec Frédéric Louault, professeur de science politique à l'Université libre de Bruxelles Kevin Parthenay professeur de science politique à l'université de Tours et Françoise Montambeault, professeure de science politique à l'Université de Montréal. Je compte bien poursuivre cette collaboration.

En outre, je souhaite développer le volet recherche du LAPO., Cette publication a aussi vocation à valoriser les recherches en cours, ce que nous faisons déjà dans la quatrième rubrique du LAPO intitulée "l'Amérique latine en perspective". Je souhaite que nous mettions l'accent sur ce qui est peu visible dans les médias, sur ce qui ne figure pas ou peu dans l'actualité, ce qui est au-delà des conjonctures électorales

Propos recueillis par Corinne Deloy

[Lire l'Etude L'Amérique latine. L'année politique 2023](#)